

L'ASPAP, Association pour la Sauvegarde du Patrimoine d'Ariège-Pyrénées, communique :

Contacts J.P. Mirouze 06.12.22.23.66 Ph. Lacube 06.72.43.85.02

La montagne s'embrasse pour défendre un jeune éleveur du Vicdessos.

Avec des dizaines d'éleveurs et d'usagers des montagnes, avec force cloches, tracteurs et klaxons, nous avons soutenu l'un des nôtres placé en garde à vue à la gendarmerie de Tarascon sur Ariège pour un écobuage sur son estive. L'Aspap dénonce l'inexactitude des déclarations de la procureuse de la République et en apporte la preuve en images.

Aujourd'hui dans la presse, Madame la Procureuse fait état « d'un incendie volontaire dans la forêt du Montcalm ». Un jeune agriculteur a été placé en garde à vue, sa compagne convoquée en gendarmerie pour un interrogatoire.

La qualification des faits est grave et infondée. En droit français, brûler des arbres est un acte criminel passible de prison ferme. L'Aspap vient démontrer la réalité des faits.

Dans ce secteur de Haute-Montagne, au milieu des roches et des falaises du Massif de Bassies, bien loin de toute forêt, une surface insignifiante de cailloux et de gispet (les Ariégeois comprendront) ont été écobués. La belle affaire !

Il n'a pas été porté atteinte à la sécurité des personnes, cette zone sans balisage se trouvant à l'écart des itinéraires de randonnée et se situant à 2h30 du premier parking, avec un fort dénivelé.

De même, la forêt prétendument incendiée se trouve à plus d'une heure de marche séparée des lieux par plusieurs torrents.

Nous sommes des paysans, pas des délinquants !

Mettre en garde à vue quelqu'un dont la seule faute de ne pas déclarer administrativement un écobuage est un fait inédit en Ariège.

Refuser la présence d'un avocat d'un témoin, lors de son audition, selon l'ordre de Mme la Procureuse, l'est tout autant.

Gardes en civil déguisés en randonneurs dans ce cas, filatures, écoutes téléphoniques, perquisitions, interrogatoires ... le gaspillage de moyens de l'Etat continue de plus belle !

A trop vouloir chauffer le monde rural et montagnard au moyen de la répression policière et judiciaire, que l'Etat se méfie de ne pas embraser la montagne.